



Revue des missions, mais que va-t'il rester de notre ministère ?

3^{ème} réunion ce 31 mai 2021 portant sur les fonctions supports

(Ressources humaines, paie, gestion financière et comptable, logistiques, achats, outils numériques, formation, écoles...)

Alors que les moyens des fonctions supports se réduisent, - 900 ETP supprimés depuis 4 ans, ces services sont de plus en plus mobilisés pour mettre en œuvre les réformes en cascades, y compris celles qui vont encore les affaiblir !

La mutualisation et la dématérialisation des processus RH, des démarches de gestion administrative, de la gestion de moyens financiers et comptables, de la formation, servent de levier à la mise en œuvre de la simplification de la revue des missions des fonctions supports, secteurs pourtant essentiels au quotidien des agents.

La diminution des effectifs dans les fonctions supports engendre des charges de travail de plus en plus importantes, un ralentissement et un appauvrissement général du service rendu. Par exemple, les Comités Techniques d'administration centrale, les CT ou CHSCT des DREAL relèvent constamment le mal-être au travail des agents et le ras le bol des réformes !

Chaque mutualisation, chaque transfert, conduit à une perte de compétence et de technicité, une perte de proximité, du lien avec les agents et une déshumanisation des fonctions supports, comme on peut l'observer dans les SG communs des DDI.

Nous avons noté la contradiction entre le chantier « filière administrative » de l'agenda social et la revue des missions qui se place dans un cadre de diminution d'effectif et qui en prépare la poursuite.

Nous avons insisté sur l'incertitude qui ronge les agents des services supports, quant à leur avenir professionnel.

En outre, nous avons dénoncé la suppression des services supports qui transfert de fait la charge de travail sur les agents. Par exemple, la dématérialisation conduit les agents à gérer eux-mêmes leurs dossiers, à veiller que toutes les pièces y figurent ... alors que c'était les services RH qui s'en préoccupaient !

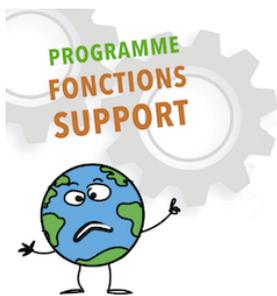
En référence au document joint transmis par le ministère :

1 - Gestion administrative et paie

La secrétaire générale veut mettre en place un « nouveau thermomètre » (boîte à idée), alors qu'elle note avoir beaucoup de remontées de terrain sur les dysfonctionnements ! Les difficultés sont connues, ce n'est pas en mettant un nouvel outil d'identification qu'ils seront résolus. C'est une fuite en avant pour ne pas résoudre les problèmes connus !

2 - Organisation de la chaîne de dépenses et recettes

La secrétaire générale indique que le coup est parti, et que le ministère va subir l'orientation du Comité Interministériel de la Transformation publique. Cela n'a rien à voir avec le sujet de la revue des missions, c'est en route ! La modification de la chaîne de la dépense est systémique, car l'ordonnateur va confier au comptable



REVUE DES MISSIONS



des fonctions qu'il réalisait avant. Pour cette réforme, les agents seront mis à disposition pendant le temps de l'expérimentation avec une intégration à long terme.

3 - Formation continue

Rationalisation des offres entre organismes de formation du pôle ministériel : la secrétaire générale reconnaît que l'autonomie des opérateurs rend difficile un catalogue unique. La secrétaire générale veut renforcer la formation à distance.

4 - Numérique

La secrétaire générale affirme qu'il s'agit d'accroître le télétravail.

5 - Achat

La secrétaire générale reconnaît que l'UGAP n'est pas toujours efficace. Elle souhaite s'en détacher si possible.

6 – Écoles

La secrétaire générale indique le renforcement du réseau, mais simultanément elle reprend la fermeture de l'ENTE ! Cherchez la logique !!!

7 – fonctionnement, logistique, moyens généraux

Le sujet se focalise sur les moyens des cabinets ministériels. Les agents dans les services apprécieront ! Sur la documentation, la CGT dénonce l'abandon des missions d'archivage et la perte de mémoire !

8- mutualisation des fonctions supports dans les Etablissement Publics

La CGT dénonce cet objectif qui va conduire à une perte de compétence, un éloignement ... une déshumanisation de la gestion.

En conclusion

La secrétaire générale répond à une commande politique de réduction du déficit public en diminuant le service public et les effectifs, quitte à transférer au secteur privé des missions surtout les plus lucratives !

Il y a une déshumanisation des relations de travail introduite par les baisses d'effectifs et la logique « managériale » importée du secteur privé.

Le recours à des cabinets d'« experts » générateur de matrice pour des solutions appliquées dans les grandes entreprises multinationales, rendent inefficace l'administration et individualisent les agents tant dans leur travail que dans leur gestion et leur rémunération.

Plus l'administration est démolie, plus elle est remise en cause, justifiant son démantèlement.

Nous avons alerté la SG sur la dangerosité de ce jeu : nous allons droit dans le mur !

Pour arrêter la machine, nous appelons les agents du ministère à la mobilisation.

Il faut rompre le cercle vicieux et réarmer le ministère. **La CGT revendique au moins 20 000 recrutements rien que pour faire face à nos missions actuelles et fonctionner correctement.**

Pour une véritable transition écologique et la mise en œuvre d'une réelle politique publique que sont en droit d'attendre tous les citoyens, il faudrait aller encore bien au-delà !!!